

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/ADP/Q1/BRA/1**

**G/SCM/Q1/BRA/1**

18 mars 1997

(97-1082)

**Comité des pratiques antidumping  
Comité des subventions et des  
mesures compensatoires**

Original: anglais

## NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

Réponses du BRESIL<sup>1</sup> aux questions du CHILI<sup>2</sup>,  
de la COREE<sup>3</sup> et du VENEZUELA<sup>4</sup>

La Mission permanente du Brésil a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 9 mars 1997.

### Questions du Chili

- a) Lorsque dans les enquêtes entreprises en vertu de l'article 2.2.2 du Code antidumping le critère du prix construit est appliqué, quelle est la méthode employée pour déterminer la marge bénéficiaire de l'exportateur?
- b) Quels sont les critères appliqués pour interpréter la notion de "situation particulière du marché" (article 2.2 du Code antidumping) et rejeter le prix intérieur sur le marché du pays exportateur en tant que valeur normale du produit?
- c) Quelles sont les procédures employées en cas d'enquête accélérée conformément à l'article 9.4 du Code antidumping? Comment la transparence adéquate et la notification aux parties sont-elles assurées?
- d) Comment les parties intéressées par une enquête sont-elles définies et quels sont les critères appliqués pour les considérer comme telles en vertu de l'article 6.1 du Code antidumping? Les consommateurs sont-ils considérés comme parties intéressées?
- e) A propos de l'article 5.3 du Code antidumping, toutes les informations fournies par l'auteur de la plainte sont-elles vérifiées avant ouverture de l'enquête? Selon quels critères les autorités déterminent-elles si les éléments de preuve fournis sont suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête? Existe-t-il un délai déterminé entre la présentation de la plainte

---

<sup>1</sup>G/ADP/N/1/BRA/1-G/SCM/N/1/BRA/1 + Suppl. 1.

<sup>2</sup>G/ADP/W/126-G/SCM/W/135.

<sup>3</sup>G/ADP/W/129-G/SCM/W/138.

<sup>4</sup>G/ADP/W/150-G/SCM/W/157.

**et l'ouverture en bonne et due forme de l'enquête? Quelle est la méthodologie employée pour mesurer le caractère représentatif, dans la branche de production nationale, de la partie auteur de la plainte?**

- f) Est-il envisagé, dans la législation antidumping et dans les enquêtes, que l'autorité d'enquête procède à l'évaluation cumulative des importations en provenance des origines faisant l'objet de l'enquête?**

Réponse aux questions a) à f)

La Mesure provisoire n° 926/95 a été publiée de nouveau, sans modification, en tant que Loi n° 9019 du 30 mars 1995. Cette loi établit le caractère juridique des droits antidumping et des mesures compensatoires en éliminant les liens avec la taxe à l'importation et désigne les autorités compétentes pour mener les enquêtes en matière de droits antidumping et de subventions, pour appliquer les mesures et pour percevoir les droits.

Comme ils ont été incorporés dans la législation brésilienne par un décret présidentiel (Décret n° 1355 du 30 décembre 1994), les Accords de l'OMC ont le même rang que les lois et ne sont subordonnés qu'à la Constitution fédérale. Le Décret n° 1355/94 a pour effet de promulguer le Décret législatif n° 30/94 du 15 décembre 1994 qui porte approbation des Accords de l'OMC. Il se distingue ainsi d'autres instruments juridiques ultérieurs (décrets, ordonnances ministérielles), sur lesquels il prévaut.

L'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI du GATT de 1994 et l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires résultant du Cycle d'Uruguay ont été incorporés dans la législation brésilienne en vertu du Décret n° 1355/94. Quant aux règlements d'application des deux Accords, ils ont été promulgués par Décret n° 1602 du 23 août 1995 pour les mesures antidumping, et par Décret n° 1751 du 19 décembre 1995 pour les mesures compensatoires. Ils seront l'un et l'autre notifiés aux Comités pertinents dès qu'ils auront été traduits dans l'une des langues officielles de l'OMC.

Etant donné que les questions de la Mission permanente du Chili portent sur des questions de procédure, de méthodologie et de transparence se rapportant aux nouveaux accords, le Brésil estime qu'il serait plus utile de discuter de ces points au cours de l'examen de la nouvelle législation brésilienne.

**Questions de la Corée**

**1. Questions d'ordre général**

- 1) Dans les cas où il n'existe aucune disposition correspondante dans la législation nationale, l'Accord de l'OMC est-il d'application?**
- 2) Si les dispositions de la législation nationale existante ne sont pas conformes à l'Accord de l'OMC, les dispositions de l'Accord de l'OMC sont-elles d'application?**

Réponse aux questions générales 1 et 2

La Mesure provisoire n° 926/95 a été publiée de nouveau, sans modification, en tant que Loi n° 9019 du 30 mars 1995. Cette loi établit le caractère juridique des droits antidumping et des mesures compensatoires en éliminant les liens avec la taxe à l'importation et désigne les autorités compétentes pour mener les enquêtes en matière de droits antidumping et de subventions, pour appliquer les mesures et pour percevoir les droits.

Comme ils ont été incorporés dans la législation brésilienne par un décret présidentiel (Décret n° 1355 du 30 décembre 1994), les Accords de l'OMC ont le même rang que les lois et ne sont subordonnés qu'à la Constitution fédérale. Le Décret n° 1355/94 a pour effet de promulguer le Décret législatif n° 30/94 du 15 décembre 1994 qui porte approbation des Accords de l'OMC. Il se distingue ainsi d'autres instruments juridiques ultérieurs (décrets, ordonnances ministérielles), sur lesquels il prévaut.

L'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI du GATT de 1994 et l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires résultant du Cycle d'Uruguay ont été incorporés dans la législation brésilienne en vertu du Décret n° 1355/94. Quant aux règlements d'application des deux Accords, ils ont été promulgués par Décret n° 1602 du 23 août 1995 pour les mesures antidumping, et par Décret n° 1751 du 19 décembre 1995 pour les mesures compensatoires. Ils seront l'un et l'autre notifiés aux Comités pertinents dès qu'ils auront été traduits dans l'une des langues officielles de l'OMC.

Les dispositions des Accords s'appliquent donc aux enquêtes, ou aux réexamens, entrepris à la suite de demandes présentées à compter du 31 décembre 1994, date d'entrée en vigueur du Décret n° 1355/94.

## **2. Mesures provisoires**

**L'article 7.2 de l'Accord de l'OMC dispose que les mesures provisoires pourront prendre la forme d'un droit provisoire ou, de préférence, d'une garantie - dépôt en espèces ou cautionnement - égaux au montant du droit antidumping provisoirement estimé, lequel ne dépassera pas la marge de dumping provisoirement estimée.**

**L'Accord précise aussi à l'article 7.3 qu'il ne sera pas appliqué de mesures provisoires avant 60 jours à compter de la date d'ouverture de l'enquête.**

**Le Brésil a-t-il adopté des dispositions énonçant les contraintes prescrites dans l'Accord?**

### **Réponse**

Comme il est indiqué ci-dessus, les Accords de l'OMC ont été incorporés dans la législation brésilienne en vertu du Décret n° 1355/94. En fait, le Décret est une traduction en portugais de ces accords. Par conséquent, toutes les dispositions relatives aux mesures provisoires sont reprises dans le Décret n° 1355/94 et dans le règlement d'application pertinent mentionné dans la réponse précédente, lequel est fondé sur ledit décret.

## **3. Engagements**

**Aux termes de l'article 4 de la Mesure provisoire n° 926, un engagement visant à supprimer l'effet dommageable du dumping ou des subventions peut être conclu avec l'exportateur ou avec le gouvernement du pays de l'exportateur.**

**Quelle est la teneur de l'engagement?**

### **Réponse**

La Mesure provisoire n° 926/95 a été publiée de nouveau, sans modification, en tant que Loi n° 9019 du 30 mars 1995. Cette loi établit le caractère juridique des droits antidumping et des mesures compensatoires en éliminant les liens avec la taxe à l'importation et désigne les autorités

compétentes pour mener les enquêtes en matière de droits antidumping et de subventions, pour appliquer les mesures et pour percevoir les droits.

Bien que la Mesure provisoire n° 926/95, qui a été publiée de nouveau en tant que Loi n° 9019 du 30 mars 1995, fasse mention des engagements, la nature des mesures qui y sont énoncées ainsi que les conditions régissant leur adoption sont définies dans le Décret n° 1355/94 et dans la réglementation relative aux Accords (Décret n° 1602 du 23 août 1995 pour les mesures antidumping, et Décret n° 1751 du 19 décembre 1995 pour les mesures compensatoires). Le Brésil estime donc que les questions se rapportant à ce point pourraient être clarifiées au cours de l'examen de sa nouvelle législation.

**4. Le règlement notifié ne contient pas suffisamment d'indications sur le système antidumping du Brésil. Veuillez nous communiquer le texte intégral du Décret n° 1355 du 30 décembre 1994 pour nous permettre de mieux comprendre le système.**

Réponse

Comme il est indiqué ci-dessus, le Décret n° 1355/94 est une traduction en portugais des Accords de l'OMC.

**5. Le gouvernement brésilien est en train d'élaborer un nouveau règlement visant à éviter les effets des pratiques commerciales déloyales, conformément aux dispositions de l'Accord antidumping. Quel est le calendrier de révision du règlement existant? Il serait bon que l'on puisse disposer du projet de loi mentionné à la première page de la notification afin de l'évaluer.**

Réponse

Les nouveaux règlements sont déjà entrés en vigueur (Décret n° 1602 du 23 août 1995 pour les mesures antidumping, et Décret n° 1751 du 19 décembre 1995 pour les mesures compensatoires). Ils seront l'un et l'autre notifiés aux Comité pertinents dès qu'ils auront été traduits dans l'une des langues officielles de l'OMC.

Questions du Venezuela

**1. Hiérarchie des textes**

**Veuillez indiquer quel est l'objet de chacun des textes notifiés au Comité et leur ordre hiérarchique (Décret n° 1355, Mesure provisoire n° 926, Règlement futur).**

Réponse

Comme ils ont été incorporés dans la législation brésilienne par un décret présidentiel (Décret n° 1355 du 30 décembre 1994), les Accords de l'OMC ont le même rang que les lois et ne sont subordonnés qu'à la Constitution fédérale. Le Décret n° 1355/94 a pour effet de promulguer le Décret législatif n° 30/94 du 15 décembre 1994 qui porte approbation des Accords de l'OMC. Il se distingue ainsi d'autres instruments juridiques ultérieurs (décrets, ordonnances ministérielles), sur lesquels il prévaut.

La Mesure provisoire n° 926/95 a été publiée de nouveau, sans modification, en tant que Loi n° 9019 du 30 mars 1995. Cette loi établit le caractère juridique des droits antidumping et des mesures compensatoires en éliminant les liens avec la taxe à l'importation et désigne les autorités

compétentes pour mener les enquêtes en matière de droits antidumping et de subventions, pour appliquer les mesures et pour percevoir les droits. La Loi n° 9019/95 fait référence aux Codes du Tokyo Round, par le biais des décrets portant incorporation de ces codes dans la législation brésilienne, à l'effet de définir la nature des mesures (droits et taxes) et de désigner les autorités compétentes. Il convient de souligner que les Codes du Tokyo Round, qui ont été notifiés aux Comités pertinents, resteront en vigueur durant la période de transition et ne s'appliqueront qu'aux enquêtes ou aux révisions concernant les mesures compensatoires entreprises avant le 31 décembre 1994.

En ce qui concerne les nouveaux règlements, qui sont déjà entrés en vigueur (Décret n° 1602 du 23 août 1995 pour les mesures antidumping, et Décret n° 1751 du 19 décembre 1995 pour les mesures compensatoires), ils établissent les procédures d'application des mesures antidumping et compensatoires et sont fondés sur le Décret n° 1355/95 et la Loi n° 9019/95 auxquels les deux décrets susmentionnés sont subordonnés.

**2. Mise en oeuvre des Accords**

**Le Brésil envisage-t-il d'adopter de nouveaux instruments pour mettre en oeuvre toutes les obligations contractées en vertu de l'Accord antidumping et de l'Accord sur les subventions de l'OMC?**

Réponse

Oui. Comme il est indiqué ci-dessus, l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI du GATT de 1994 et l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires résultant du Cycle d'Uruguay ont été incorporés dans la législation brésilienne en vertu du Décret n° 1355/94. Quant aux règlements d'application des deux Accords, ils ont été promulgués par Décret n° 1602 du 23 août 1995 pour les mesures antidumping, et par Décret n° 1751 du 19 décembre 1995 pour les mesures compensatoires. Ils seront l'un et l'autre notifiés aux Comités pertinents dès qu'ils auront été traduits dans l'une des langues officielles de l'OMC.

**3. Règlement concernant les mesures antidumping et les mesures compensatoires**

**Le gouvernement brésilien pourrait-il indiquer la date à laquelle il pourra notifier au Comité le nouveau règlement concernant les mesures destinées à éviter les effets des pratiques commerciales déloyales?**

Réponse

Voir la réponse à la question 2 ci-dessus.

**4. Révision judiciaire**

**La législation notifiée ne contient pas de dispositions spécifiques en matière de révision judiciaire des déterminations finales. En l'absence de telles dispositions expresses, comment le Brésil fera-t-il en sorte de respecter les obligations énoncées à l'article 13 de l'Accord antidumping et à l'article 23 de l'Accord sur les subventions? Veuillez décrire les procédures à suivre pour obtenir la révision judiciaire de chaque type de décisions, provisoires et définitives.**

Réponse

Toute partie intéressée peut saisir les autorités judiciaires brésiliennes de questions relatives à l'application d'une disposition spécifique des instruments juridiques. C'est la raison pour laquelle les règlements d'application des Accords ne contiennent aucune disposition relative au point soulevé. Les procédures à suivre pour obtenir une révision judiciaire sont identiques à celles établies pour n'importe quel type de recours auprès des autorités judiciaires.